



OBJET DU MARCHE :

Prestation de transports sanitaires secondaires du CH Maubeuge,
Jeumont et Fourmies

LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES AGIT DANS LE CADRE DU
GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE du HAINAUT CAMBRESIS

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 : PRESENTATION DU CH MAUBEUGE CH JEUMONT ET CH FOURMIES.....	5
ARTICLE 3 : CADRE JURIDIQUE	5
ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 5 : MONTANT ESTIMATIF DU MARCHE	6
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS CONCERNEES.....	6
7.1 - Généralités	7
7.1.1 : Conditions requises pour le parc de véhicules et leurs équipements	7
7.1.2 : Conditions requises pour l'équipage du véhicule	8
7.1.3 : Décontamination – Désinfection.	8
7.1.4 : Fourniture des draps et couvertures nécessaires aux transports sanitaires couchés.....	8
7.1.5 : Frais de repas et d'habillement.....	8
7.1.6 : Modalités de commande	8
7.1.7 : Lieu de prise en charge	9
7.1.8 : Modalités de prise en charge.....	9
7.1.9 : Prix.....	9
ARTICLE 8 : CONTROLE DES VEHICULES ET DE LEURS EQUIPEMENTS	10
ARTICLE 9 : Défaillance du titulaire	10
9.1 - Pénalités de retard	Erreur ! Signet non défini.
9.2 - Carence du titulaire	10
9.3 : FEI/ FSEI	11
ARTICLE 10 : Résiliation du marché.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 11 : Confidentialité	11
ARTICLE 12 : Sous-traitance	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 13 : Assurance et responsabilité	12
ARTICLE 14 : Revue de performance.....	13
ARTICLE 15 : Plan blanc	13
ARTICLE 16 : Développement Durable	13

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses techniques particulières précise les modalités d'exécution du marché relatif à la prestation de transports sanitaires secondaires en ambulance, VSL, dont la prise en charge financière incombe au CH de Maubeuge, CH de Jeumont et CH de Fourmies. Le cas échéant, le retour de (des) l'accompagnateur (s) (médecin, infirmier) est à assurer obligatoirement.

Toutes prestations de transports sanitaires secondaires entrant dans le champ de prise en charge par l'Assurance maladie selon la circulaire DGOS/R2/DSS/1A/CNAMTS/2013/262 du 27 juin 2013 ne sont pas incluses à ce marché (à titre d'exemple : séances de dialyses, chimiothérapie, radiothérapie prises en charge par l'Assurance Maladie).

Cette prestation suivra toute évolution ou modification réglementaire dans le cadre de la prise en charge par l'assurance maladie.

L'article 80 de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 concernant la dépense relative aux transports inter hospitaliers vers les budgets des établissements de santé, publics et privés (annexe 3).

ARTICLE 2 : PRESENTATION DU CH MAUBEUGE CH JEUMONT ET CH FOURMIES

Nom de l'établissement	Informations
CH MAUBEUGE Rue Simone Veil 59600 Maubeuge 13, boulevard Pasteur (psy) 59600 Maubeuge 140 praticiens hospitaliers	Médecine : 226 lits. Chirurgie : 36 lits. Gynéco-obstétrique : 20 lits Psychiatrie: 90 lits Consultation: 53 924 Passage urgences: 53 287 Accouchements: 976
CH JEUMONT 871, avenue du Général de Gaulle 59572 Jeumont 2 praticiens hospitaliers	SSR : 25 lits
CH FOURMIES Rue de l'Hôpital 59610 Fourmies 68 praticiens hospitaliers	Médecine: 80 lits Chirurgie: 27 lits Gynécologie-obstétrique : 14 lits. Psychiatrie : 18 lits. SSR: 20 lits Long séjour: 30 Consultation: 14 779 Passage aux urgences: 16 571 Accouchement: 355

ARTICLE 3 : CADRE JURIDIQUE

Type de la consultation :

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 3° du Code de la commande publique.

Forme du marché :

L'accord-avec maximum par lot est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT

Dans la présente consultation, un allotissement a été défini comme suit :

Le lot 1 concerne le CH de Maubeuge, le lot 2 concerne le CH de Jeumont, le lot 6 concerne les CH de Maubeuge et Jeumont, les lots 7 à 11 concernent le CH de Fourmies

Lot 1 : Transport sanitaire secondaire : ambulances et VSL pour le CH de Maubeuge pour le Pôle Transversal comprenant :

- L'Hôpital de Jour
- Les Consultations Externes

Lot 2 : Transport sanitaire secondaire : ambulances et VSL pour le CH de Jeumont

Lot 3 : Transport sanitaire secondaire : ambulances et VSL pour le CH de Fourmies

ARTICLE 5 : MONTANT ESTIMATIF DU MARCHE

Les accords –cadres sont conclus avec un montant maximum :

VSL et Ambulances :

Lot 1: 17 000€ HT

Lot 2: 40 000€ HT

Lot 3: 124 000 € HT

L'article 80 de la LFSS va modifier le périmètre, le volume réalisé par les établissements de soins évoluera à la hausse.

ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE

Les accords-cadres sont conclus pour une période initiale de 12 mois. Ils sont conclus à date de notification. Ils pourront être reconduits pour une période allant jusqu'au 30 juin 2027.

ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS CONCERNEES

Les prestations couvertes par ce marché sont celles de l'article 80 de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 concernant la dépense relative aux transports inter hospitaliers vers les budgets des établissements de santé, publics et privés (annexe 3).

Pour rappel, si le principe général est que tout transport d'un patient déjà hospitalisé n'est plus facturable à l'assurance maladie mais pris en charge par l'établissement prescripteur, plusieurs exceptions ont été introduites à l'article D. 162-17 du code de la sécurité sociale :

- ☐ les transports de patients non hospitalisés ;
- ☐ les transports réalisés entre deux établissements en avion ou en bateau ;
- ☐ les transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence ;
- ☐ les transports réalisés par le SMUR ;
- ☐ les transports prescrits par une structure d'HAD dès lors que le transfert est sans lien avec le protocole de soin ou le motif d'hospitalisation ;
- ☐ les admissions en HAD ;
- ☐ les transferts pour pathologie intercurrente ;
- ☐ les sorties d'HAD ;
- ☐ les transports depuis ou vers un EHPAD sauf exception ;
- ☐ les transports depuis ou vers une USLD sauf exception ;
- ☐ les transports provisoires pour la réalisation d'une séance de radiothérapie en centre de santé ou dans une structure d'exercice libéral.

Serons donc facturable par le transporteur à l'établissement prescripteur notamment :

- ☐ Les transports réalisés au sein d'établissement relevant d'une même entité juridique (MCO, SRR, PSY) ;
- ☐ Les transports de patients hospitalisés dans un autre établissement hospitalier et re-convoqués pour une hospitalisation de moins de 48 heures suite à une hospitalisation dans ses services (PIE) ;
- ☐ Les transports internes de patients entre les différents établissements composant le CH Maubeuge.
- ☐ Le transport par permission de sortie d'une durée de maxima 48h (Art R1112-56)
- ☐ Permissions de sortie à visée thérapeutique

La prise en charge est effectuée soit en ambulance pour les patients couchés, soit en VSL (Véhicules Sanitaires Légers), TPMR (transport de personnes à mobilité réduite).

Le prestataire doit être titulaire, ainsi que ses sous-traitants éventuels, de l'agrément, en cours de validité, délivré par l'ARS, de transporteurs sanitaires pour les véhicules et pour le personnel.

La prestation doit inclure la prise en charge du dossier médical du patient et de ses effets personnels (le port éventuel de bagages).

7.1 - Généralités

7.1.1 : Conditions requises pour le parc de véhicules et leurs équipements

L'importance et la composition du parc de véhicules mis à disposition pour effectuer la prestation doivent être adaptées au besoin.

Les véhicules et leurs équipements doivent être conformes aux exigences en vigueur liées au type de transport à réaliser et agréés par l'ARS (agrément transports sanitaires).

Le candidat détaillera dans son mémoire technique son parc de véhicules et leurs équipements.

7.1.2 : Conditions requises pour l'équipage du véhicule

L'équipage doit être conforme aux exigences en vigueur au moment des transports et agréés par l'ARS (agrément transports sanitaires) pour les transports sanitaires.

Il dispose de tenues appropriées à l'activité de transports sanitaires et de personnes.

7.1.3 : Décontamination – Désinfection.

Le titulaire est tenu de procéder à une décontamination du véhicule et du matériel après chaque transport sanitaire.

Le titulaire peut être amené à effectuer des transports de malades contagieux. Dans ce cas, il est tenu de procéder systématiquement à la désinfection du véhicule après transport.

Le titulaire devra être en mesure de justifier sur demande des opérations qui auront été effectuées.

7.1.4 : Fourniture des draps et couvertures nécessaires aux transports sanitaires couchés

Le titulaire assure la fourniture et l'entretien des draps et couvertures nécessaires aux transports des patients.

7.1.5 : Frais de repas et d'habillement

Le titulaire prend en charge les frais de repas et d'habillement du personnel mis à disposition.

7.1.6 : Modalités de commande

Le bon de transport est adressé au titulaire par fax, courriel ou demande bon PTAH (via logiciel ou application PTAH) ou via une plateforme de transports sanitaires au moyen du document joint en annexe (annexe 1) au présent CCTP. Toute demande de prise en charge transmise par téléphone fera l'objet d'une confirmation écrite.

Pour le CH de Maubeuge, le bon de transport peut être remis directement dans le service.

A la demande de l'établissement, le titulaire est tenu d'annoncer l'heure de prise en charge en fonction de la destination annoncée.

Le choix du type de transport est prescrit par le médecin du service (ambulance ou VSL), le titulaire est tenu de s'y conformer.

Le bon de transport est indispensable à la prise en charge par le CH, y compris lorsqu'il s'agit de patients re-convoqués. Une copie du bon de transport est à joindre à la facture.

7.1.7 : Lieu de prise en charge

Les ambulanciers doivent s'adresser aux Accueils Médicaux Administratifs, aux hôtesse, ou dans le service de soins directement.

Les patients (couchés ou assis) sont pris en charge par l'ambulancier au niveau des unités de soins, y compris lorsque celles-ci se situent dans les étages, les patients sont transportés jusqu'au service où ils sont attendus. Toute prise en charge d'un patient par un ambulancier doit être validée par un professionnel de santé du service.

Si la prise en charge s'effectue au domicile du patient, le prestataire assure l'accompagnement du patient de son domicile jusqu'à l'accueil du service de soins.

7.1.8 : Modalités de prise en charge.

Horaires :

Tous les lots :

Les transports en VSL et ambulance doivent être assurés par le titulaire du lundi au vendredi de 07h30 à 19h00.

Tous lots :

Les transports peuvent être assurés en dehors de ces heures sous réserve de l'accord du titulaire.

Par ailleurs le titulaire est tenu d'assurer le retour du patient en dehors de ces créneaux horaires, si nécessaire.

Tout retard éventuel de la prise en charge doit être impérativement signalé au service demandeur. Le titulaire ne peut s'opposer au transport d'un accompagnant.

Le candidat s'engage à respecter l'heure de rendez-vous fixé dans la demande de transport.

7.1.9 : Prix

Le prix appliqué est le dernier tarif officiel de la CPAM pour les transports sanitaires déduction faite de la remise consentie par le titulaire.

La facturation des kilomètres est faite, quand elle existe, sur la base des kilométrages retenue par la CPAM.

ARTICLE 8 : CONTROLE DES VEHICULES ET DE LEURS EQUIPEMENTS

Les véhicules (ambulance ou VSL) sont soumis aux obligations fixées par la législation et la réglementation en vigueur : article L.6312-1 et suivants du Code de la Santé Publique.

Afin de vérifier la conformité des véhicules et des équipements tels que définis à l'article 7, les véhicules et leurs équipements sont présentés aux personnes désignées par l'établissement avant leur mise en service.

Si les conditions ne sont pas respectées, les établissements se réservent le droit de refuser l'inscription du véhicule du titulaire ou du sous-traitant dans le présent marché.

Par ailleurs, celui-ci se réserve le droit, durant toute la période d'exécution du marché, de vérifier sur site la conformité des véhicules et des équipements tels que définis à l'article 7.

Si les conditions ne sont pas respectées, les établissements se réservent le droit de résilier l'inscription du véhicule du titulaire ou du sous-traitant dans le présent marché.

Le candidat détaillera dans son mémoire technique son parc de véhicules et leurs équipements.

ARTICLE 9 : Défaillance du titulaire

9.1 - Carence du titulaire

En cas de carence du titulaire ou en cas de défaut d'exécution de la prestation, il pourra être fait appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 9.1.

Le titulaire du marché s'engage à effectuer les recherches pour proposer un nouveau prestataire.

Il lui incombera de trouver une entreprise agréée pour assurer la prestation dans les mêmes conditions que le titulaire.

Les conditions d'exécution du marché aux frais et risques du titulaire sont énoncées à l'article 36 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de l'entreprise affectés au transport des malades, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter intégralement les prestations du marché.

En tout état de cause, le Centre Hospitalier devra être informée sans délai de la situation.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues dans le délai imparti, le Directeur du Centre Hospitalier y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'établissement par tous les moyens de droit, sauf lorsque le montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

9.3 : FEI/ FSEI

Pour les incidents plus critiques et pour lesquels une Fiche de Signalement d'un Evènement Indésirable (FSEI) a été réalisée, une copie sera envoyée au titulaire pour travailler sur des actions visant à améliorer la qualité et sécurité de la prestation. Un retour sera attendu dans les 7 jours suivant l'envoi de la fiche. Le prestataire pourra interpeler les établissements pour les mêmes raisons si besoin.

ARTICLE 10 : Confidentialité

De la part du titulaire du marché :

Le titulaire s'engage à ne faire aucune publicité concernant son entreprise à l'occasion des transports qui lui seront confiés. Cette interdiction implique que le titulaire et les membres de son personnel ne peuvent verbalement, ni par tout autre moyen (remise de cartes, d'objets publicitaires ou autres, etc...), tenter d'influencer les personnes transportées ou leur famille en vue d'obtenir des commandes de transports ultérieurs à effectuer aux frais de ces personnes, et qu'ils ne peuvent user de leur état ou du titre d'entreprise conventionnée pour quelque motif que ce soit.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la législation et la réglementation en vigueur applicables au traitement de données à caractère personnel et, en particulier

- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD),
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés (LIL)

L'entreprise titulaire du marché s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

L'entreprise titulaire du marché reconnaît par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements et s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit des établissements de soins. La méconnaissance de cette stipulation obligerait l'entreprise titulaire du marché à en couvrir les entières conséquences.

En outre, l'entreprise titulaire du marché sera tenue de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, concernant l'activité des établissements, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. L'entreprise titulaire du marché assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

De la part des établissements du groupement :

Les établissements de soins s'engagent expressément à maintenir la plus stricte confidentialité sur toutes les informations qui seraient susceptibles de lui être communiquées par tout opérateur économique, fournisseur ou prestataire, dans le cadre de la passation et/ou de l'exécution du marché ou auxquelles il pourrait avoir accès à ce titre, et à veiller à ce que son personnel (salariés, préposés, intérimaires, stagiaires ...), ses mandataires et/ou ses sous-traitants en fassent autant, de manière à garantir aux opérateurs économiques une concurrence loyale dans le respect le plus total du secret industriel et commercial.

Cet engagement vaut pour l'ensemble des informations, quelle qu'en soit la nature, notamment commerciale, industrielle, financière, technique ou scientifique, sans que cette liste soit exhaustive.

Ainsi, les établissements de soins traiteront comme strictement confidentielles toutes les informations et données fournies par tout opérateur économique à l'occasion de la passation et/ou de l'exécution du marché et notamment sans restriction, les informations et les données qui :

- n'étaient pas déjà détenues par les établissements de soins avant leur divulgation par l'opérateur économique,
- n'étaient pas dans le domaine public,
- ne sont pas communiquées aux établissements de soins par une tierce personne ayant le droit de les révéler.

ARTICLE 11 : Assurance et responsabilité

Le titulaire est responsable des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts occasionnés à l'occasion de l'exécution de ses prestations.

Il justifie d'une assurance garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés par les personnels dont il est responsable au sens de l'article 1384 du Code Civil.

- Pour pertes et dommages causés aux tiers et notamment aux patients, du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels.

- Pour vol ou détérioration du matériel appartenant aux établissements de soins.

Le titulaire est tenu d'informer le CH de Valenciennes, en qualité de pouvoir adjudicateur, de toute modification afférente à son assurance modification du contrat, changement de compagnie dans les quinze jours suivant sa décision.

Il présente chaque année, une attestation délivrée par sa compagnie justifiant le paiement de la prime pour l'année en cours. S'il y a existence d'une franchise au contrat, celle-ci est à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 12 : Revue de performance

Le titulaire s'engage à participer au moins une fois par an à une revue de performance permettant d'améliorer techniquement et économiquement la gestion des transports sanitaires secondaires, objet du présent marché.

Chaque partie exposera ses problématiques et incidents constatés pour la période passée. Dans le cadre de l'amélioration continue, un plan d'action sera mis à en œuvre pour faire face aux problématiques constatées.

ARTICLE 13 : Plan blanc

Lorsqu'un Plan Blanc est déclenché par les Autorités de santé (préfecture, ARS,), les Centres Hospitaliers sont tenus de faire sortir un maximum de patients pour un retour domicile ou transfert sur d'autres établissements afin d'accueillir les patients en lien avec la « catastrophe ».

Le titulaire du marché s'engage, dans ce cadre, à mobiliser l'ensemble de ses capacités décrites dans l'annexe de l'Acte d'engagement correspondant au Bordereau de réponse (annexe 2). A cette fin, il remettra les coordonnées du responsable à contacter ou la procédure à suivre pour déclencher ces opérations.

ARTICLE 14 : Développement Durable

Les Centres Hospitaliers de la G.H.T orientent leur stratégie d'achat vers les achats écologiquement responsables. L'éco-responsabilité fait partie intégrante de cette démarche.